



HAL
open science

Socialisation politique

Lucie Bargel

► **To cite this version:**

Lucie Bargel. Socialisation politique. Dictionnaire des mouvements sociaux, Presses de Sciences Po, pp.510-517, 2020. hal-00567764

HAL Id: hal-00567764

<https://hal.science/hal-00567764>

Submitted on 25 Feb 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

Lucie Bargel, notice « Socialisation politique », in Olivier Fillieule, Lilian Mathieu, Cécile Péchu (dir.), *Dictionnaire des mouvements sociaux*, Paris, Presses de Sciences Po, 2009, pp. 510-517.

Socialisation politique

La socialisation désigne la « façon dont la société forme et transforme les individus », les processus conscients ou non au cours desquels les individus intériorisent les normes sociales de différentes instances de socialisation, la famille, les professionnels de l'enfance, l'école, les pairs, les médias, le milieu professionnel, le conjoint, etc. (Darmon, 2006).

L'étude de la socialisation politique s'est intéressée aux enfants et aux jeunes, et à la transmission au sein de la famille de valeurs politiques et d'attitudes face au vote et aux institutions représentatives. Elle s'est peu intéressée à la formation de dispositions à l'engagement et à l'articulation d'apprentissages qui, sans être directement inscrits dans l'univers politique, peuvent être constitutifs d'un rapport politique au monde social.

La transmission familiale des comportements électoraux

Les recherches sur la socialisation politique des enfants se développent aux États-Unis dans les années 1960 : les behaviouristes montrent par des sondages le rôle structurant de l'identification partisane dans la détermination du vote, la constance de cette identification dans le temps et son partage par les membres d'une même famille. En France, les travaux d'Annick Percheron (1974) fondent l'étude de la socialisation politique primaire – qu'elle fait s'achever à 16-17 ans. Elle s'intéresse à l'acquisition d'un « outillage politique » au cours du processus de socialisation familiale, ainsi qu'aux composantes explicitement politiques de l'identité sociale de l'enfant construite au cours de cette socialisation, l'identité nationale et l'identification à une famille politique. Anne Muxel poursuit ces travaux en s'intéressant aux jeunes et soutient que la famille, et donc la classe sociale d'origine, restent les « creuset(s) de l'identité politique » (2001a). La sociologue met en évidence les effets de l'âge sur les comportements politiques : les années de jeunesse, de 18 à 25 ans, « moratoire électoral », se caractérisent par une faible participation à la vie politique. Elle montre aussi que la famille est le lieu de socialisations politiques primaires différenciées pour les garçons et les filles, marquées par « la prégnance d'un modèle masculin d'interprétation de l'intérêt comme de l'engagement politique » (2001b).

Ces travaux étudient ainsi les processus de constitution d'un sentiment de compétence politique, qui détermine la participation électorale, et la manière dont ces processus sont modelés par les facteurs « classiques » d'explication de la politisation, âge, genre et classe sociale (Gaxie, 1978). Les effets de génération constituent un autre principe de variation des socialisations : l'appartenance à une même génération implique des effets socialisateurs communs aux individus qui la composent, en même temps qu'elle produit aussi de la différence entre ses membres (Lagroye, 1994). La seconde guerre mondiale (Federini, 2006) ou Mai 68 (Gobille, 2003) ont ainsi des effets mobilisateurs pour les intellectuels (philosophes, écrivains) de l'époque.

Nous sommes passé avec ces exemples de la participation électorale à l'engagement politique. Les évolutions récentes de la sociologie du militantisme invitent en effet à un double élargissement du regard, vers d'autres pratiques de participation politique que le vote et vers d'autres instances de socialisation politique que la famille.

La socialisation à l'engagement militant

La socialisation militante, processus de formation d'un « capital militant » (Matonti et Poupeau, 2004), est une composante de la socialisation politique. Les instances de socialisation politique primaire, la famille, des expériences de représentation (délégués de classe) ou de vie communautaire (scouts et/ou activités religieuses), sont assurément des lieux de transmission de dispositions au militantisme. S'interroger sur la socialisation à l'engagement, dès lors qu'on le considère comme une carrière, implique de s'intéresser à l'hétérogénéité des cadres de socialisation que rencontrent les individus au cours de leur vie. Bernard Lahire (1998) parle d'un « homme pluriel », porteur de dispositions multiples et parfois incompatibles, irréductible au principe générateur que constitue pour Pierre Bourdieu l'*habitus* (1980).

Un regard rétrospectif montre bien, par l'étude des propriétés sociales de ceux qui se sont engagés, le rôle des similarités de socialisation qui contribuent à la formation de l'identité collective du groupe mobilisé. Les études sociographiques de militants reposent sur l'idée que leur engagement est une expression de valeurs et de normes communes, fruits de leur appartenance et de leur socialisation dans de mêmes groupes sociaux. Les militants de la Ligue des droits de l'homme partagent ainsi une trajectoire d'ascension sociale et une profession à fort capital culturel dans le secteur public, en particulier dans l'enseignement. Cependant, on ne peut y voir l'aboutissement mécanique d'une socialisation dont les effets

convergeraient vers un même résultat : c'est davantage leur carrière militante préalable qui permet de comprendre l'engagement de ces militants « moraux » (Agrikoliansky, 2001).

La durabilité des dispositions acquises lors de la socialisation primaire, « l'hystérésis de l'*habitus* », est alors interrogée, en particulier au regard de la socialisation secondaire. Élise Cruzel (2004) montre ainsi, pour des militants d'Attac, que la transmission des valeurs politiques de familles de droite ou apolitiques a été mise à l'épreuve par des expériences de ruptures biographiques (un événement ou une crise politique, un éloignement géographique), ou par une socialisation professionnelle (au « travail social »), qui a mis ces militants en contact direct avec d'autres univers sociaux et politiques. L'expérience du handicap ou de la maladie peuvent également constituer des ruptures biographiques susceptibles de transformer le rapport à l'engagement militant, notamment pour les activistes d'associations de lutte contre le sida (Broqua et Fillieule, 2001). De plus, Cécile Péchu (2006) montre que des ruptures avec une institution centrale de la socialisation primaire des individus (l'école, l'Église, le PCF) ont des conséquences sur le contenu même de leur engagement et sur le type d'organisation dans lequel ils vont militer. Ces trois exemples illustrent bien la possibilité que les socialisations qui ne portent pas directement sur des objets politiques aient également des effets sur la socialisation politique et militante des individus. La conversion d'attributs virils et de pratiques violentes construites par le « style de vie déviant » des jeunes des « bandes » en pratiques militantes (Fossé-Poliak et Mauger, 1991) ou la « double conversion » des prêtres-ouvriers (Suaud et Viet-Depaule, 2004) plaident également en ce sens.

Les organisations militantes comme instances de socialisation

Si de multiples instances de socialisation ont des effets sur l'engagement militant des individus, réciproquement, les organisations militantes elles-même constituent des instances de socialisation. Les pionniers dans les anciennes républiques socialistes ont par exemple tenté d'œuvrer à la production de valeurs et d'attitudes durant l'enfance (Devaux, 2006). Les organisations politiques ont également des effets socialisateurs sur leurs membres, de manière formelle par les écoles de parti (Ethuin, 2003) ou informelle par la sociabilité (Yon, 2005). Les organisations de jeunesse des partis politiques ont elles aussi ce but explicite de « sensibilisation » des jeunes, « d'éducation populaire ». Cependant, les travaux des interactionnistes américains quant aux socialisations professionnelles rappellent que l'on ne peut confondre les produits effectifs de la socialisation avec les buts officiels de l'institution socialisatrice. Les organisations de jeunesse des partis politiques sont tout autant des instances

de socialisation professionnelle au métier politique pour certains de leurs membres. On peut alors les rapprocher des instances de socialisation professionnelle informelles, par les pairs notamment, qui concernent d'autres professions qui « s'apprennent sur le tas », prostitué-e-s de rue, guichetier-e-s des caisses d'allocation familiales, etc., moins étudiées par la sociologie des socialisations secondaires que les socialisations plus formalisées à des professions socialement plus prestigieuses (Darmon, 2006).

Par ailleurs, ces socialisations par les institutions militantes ont des effets au-delà des seules activités politiques. Marie Cartier (2003) montre par exemple que leur socialisation militante produit, pour les factrices qu'elle étudie, des dispositions à apprécier « un métier permettant de "rendre service" aux autres » ; Yasmine Siblot indique également le rôle de la socialisation militante dans le modelage des rapports des classes populaires aux administrations (2005). Ces exemples incitent à poser la question des conditions de possibilités de création d'un *habitus* militant, durable et transposable, et non de dispositions qui ne seraient activées que dans le seul cours des actions militantes. La grande cohérence de l'*habitus*, provenant de processus de socialisation convergents et qui oriente les conduites sur les différents domaines pratiques, réclame des conditions particulières d'intériorisation (Lahire, 1998). La situation sociale particulière des étudiants engagés, dans un mouvement de jeunesse de parti (Bargel 2008), un syndicat étudiant (Yon, 2001), une association politique (Juhem, 1998), réunit ces conditions d'intériorisation. Leur position d'entre-deux dessert l'influence des autres instances de socialisation, les instances primaires (famille, école) perdant de leur prise sur l'individu, les instances secondaires (professionnelles, conjugales) n'étant encore ni stabilisées ni centrales et ne concurrençant pas un engagement militant qui peut se vivre « à plein-temps ». La constitution et l'entretien d'un *habitus* militant sont alors facilités par la possibilité que celui-ci oriente les conduites d'entrée dans le statut d'adulte et que ces dernières aient ainsi des effets socialisateurs convergents (profession politique, endogamie). À l'inverse, pour des individus qui s'engagent plus tard, la concurrence entre le militantisme et d'autres sphères sociales d'activités pourra être problématique, voire insoluble, créant une plus grande vulnérabilité au désengagement.

Lucie BARGEL

Renvois :

Analyse événementielle, Carrière, Conséquences biographiques de l'engagement, Effets de génération, Genre et militantisme, Identité collective, Media, Révolution crises transitions, Sociabilité(s).

Bibliographie :

BARGEL (Lucie), *Aux Avant-postes. La socialisation au métier politique dans deux organisations de jeunesse de partis. Jeunes populaires (UMP) et Mouvement des jeunes socialistes (PS)*, thèse de science politique, Université Paris I-Panthéon-Sorbonne, 2008.

DARMON (Muriel), *La Socialisation*, Paris, Armand Colin, coll. « 128 », 2006.

ETHUIN (Nathalie), « De l'idéologisation de l'engagement communiste. Fragments d'une enquête sur les écoles du PCF (1970-1990) », *Politix*, 63, 2003, p. 145-168.

LAGROYE (Jacques), « La Pensée vivante d'Annick Percheron », *Revue française de science politique*, 44 (1), 1994, p. 129-136.

MAURER (Sophie), *École, famille et politique : Socialisations politiques et apprentissage de la citoyenneté*, dossier d'études de la CNAF, 15, 2000.

MUXEL (Anne), « Socialisation et lien politique », dans Thierry Blöss (dir.), *La Dialectique des rapports hommes-femmes*, Paris, PUF, 2001b.

MUXEL (Anne), *L'Expérience politique des jeunes*, Paris, Presses de Sciences Po, 2001a.

PERCHERON (Annick), *L'Univers politique des enfants*, Paris, Armand Colin, 1974.

PERCHERON (Annick), « La socialisation politique. Défense et illustration », dans Madeleine Grawitz et Jean Leca (dir.), *Traité de science politique*, tome 3, Paris, PUF, 1985.

YON (Karel), « Modes de sociabilité et entretien de l'*habitus* militant. Militier en bandes à l'AJS-OCI dans les années 1970 », *Politix*, 70, 2005, p. 137-167.

Reporté en bibliographie finale :

AGRIKOLIANSKY (Éric), « Carrières militantes et vocation à la morale : les militants de la Ligue des droits de l'homme dans les années 1980 », *Revue française de science politique*, 51 (1-2), p. 27-46, 2001.

BOURDIEU (Pierre), *Le Sens pratique*, Paris, Minuit, 1980.

BROQUA (Christophe) et FILLIEULE (Olivier), *Les Logiques de l'engagement dans la lutte contre le sida*, Paris, Textuel, coll. « Portraits d'associations », 2001.

CARTIER (Marie), *Les Facteurs et leurs tournées : un service public au quotidien*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 2003.

CRUZEL (Élise), « "Passer à l'Attac" : éléments pour l'analyse d'un engagement altermondialiste », *Politix*, 68, 2004, p. 135-163.

DEVAUX (Sandrine), *Engagements associatifs et postcommunisme*, Paris, Belin, 2006.

FEDERINI (Fabienne), *Écrire ou combattre. Des intellectuels prennent les armes (1942-1944)*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 2006.

FOSSE-POLIAK (Claude) et MAUGER (Gérard), « La Politique des bandes », *Politix*, 14, 1991, p. 27-43.

GAXIE (Daniel), *Le Cens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique*, Paris, Seuil, 1978.

GOBILLE (Boris), *Crise politique et incertitude : régimes de problématisation et logiques de mobilisation des écrivains en mai 68*, thèse de science politique, EHESS, 2003.

JUHEM (Philippe), *SOS-Racisme, histoire d'une mobilisation « apolitique ». Contribution à une analyse des représentations politiques après 1981*, thèse de science politique, Université Paris X, 1998.

LAHIRE (Bernard), *L'Homme pluriel. Les ressorts de l'action*, Paris, Nathan, 1998.

MATONTI (Frédérique) et POUPEAU (Franck), « Le capital militant. Essai de définition », *Actes de la Recherche en sciences sociales*, 155, 2004, p. 5-11

PECHU (Cécile), *Droit au logement, genèse et sociologie d'une mobilisation*, Paris, Dalloz, coll. « Nouvelle bibliothèque des thèses », 2006.

SIBLOT (Yasmine), « Les rapports quotidiens des classes populaires aux administrations. Analyse d'un sens pratique du service public », *Sociétés contemporaines*, 58, 2005, p. 85-103.

SUAUD (Charles) et VIET-DEPAULE (Nathalie), *Prêtres et ouvriers. Une double fidélité mise à l'épreuve. 1944-1969*, Paris, Karthala, 2004 [2^e éd.].

YON (Karel), *Des Révolutionnaires professionnels aux professionnels de la politique ? Etude du courant « Convergence(s) socialiste(s) »*, mémoire de DEA, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, 2001.